



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

expulsions

Question écrite n° 93456

Texte de la question

Mme Gilda Hobert attire l'attention de Mme la ministre du logement et de l'habitat durable sur les problèmes persistants et inquiétants qui affectent 3,8 millions de personnes mal logées en France et plus de 15 millions touchées par la crise du logement, selon le 21ème rapport publié par la Fondation Abbé Pierre. On sait les répercussions que peut occasionner un logement insalubre : saturnisme, bronchite, carences diverses au niveau de la croissance des jeunes. Le prix des loyers, quant à lui, grève lourdement le budget des ménages les plus pauvres. Ainsi en dépit des allocations logement, du FSL, c'est plus de la moitié des ressources de ces familles qui est engloutie dans le prix du loyer alors qu'elles se trouvent confrontées à ce cruel dilemme : se loger ? Se nourrir ? Se soigner ? Chaque année l'approche de la trêve hivernale engendre une inflation du nombre des expulsions quelques jours avant le 1er novembre. Et en dépit de la loi sur le droit au logement opposable, le nombre des personnes expulsées est croissant. Par ailleurs les expulsions, qui sont humiliantes, sources de facteurs aggravants d'inégalités, finissent de surcroît par être onéreuses. Or, à ce sujet, il semble que le maintien dans le logement pratiqué par d'autres pays, soit fructueux. Il permet en effet à des personnes et familles en situation de grave précarité de ne pas subir les affres de l'expulsion et du relogement. C'est pourquoi elle souhaiterait savoir si une telle pratique, alliée à un accompagnement et des conseils, pourrait être envisagée en France.

Données clés

Auteur : [Mme Gilda Hobert](#)

Circonscription : Rhône (1^{re} circonscription) - Radical, républicain, démocrate et progressiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 93456

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Logement et habitat durable

Ministère attributaire : Cohésion des territoires

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [23 février 2016](#), page 1534

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)